

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 10 octobre 2022

Nombre de conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **13 octobre 2022**.

L'an deux mille vingt-deux, **le dix octobre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 4 octobre 2022, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle La Minot à la Maison de l'Enfance et de la Famille, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 30

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la communication n° COM4 / D.120), Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE** (présent à partir de la communication n° COM4 / D.120), Isabelle **NOTHEAUX**, Edith **LEROUX**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Sandrine **VEERAYEN**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Agnès **MONTRICHARD**, Virginie **LAMBERT** (présente à partir de la délibération n° VOEU2 / D.121), Nicole **LANGLOIS**, Arnaud **LECLERRE**.

Excusés ayant donné pouvoir : 3

Éric **LE FEVRE** donne pouvoir à Jérôme DUBOST

Nicolas **BERTIN** donne pouvoir à Aurélien LECACHEUR

Jean-Pierre **LAURENT** donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 10 octobre 2022

2022.10/INFO6/123

INFORMATION AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX SUR L'UTILISATION PAR MONSIEUR LE MAIRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DE DROIT ET CELLE ACCORDÉE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES – COMMUNICATION

Monsieur Jérôme DUBOST, Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe les domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU les articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT

-Que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME


DÉCISIONS DU MAIRE

N° Décision	TITRE
DE202207I_2AGP	ATTRACTIVITE GRANDS PROJETS - Dépôt du permis d'aménager valant permis de construire pour l'aménagement du parc jardin de la sente des rivières
DE2207I_1TE	TRANSITION ECOLOGIQUE – Convention de prêt à titre gracieux de l'exposition « Planète mares : ilots de biodiversité » du Conservatoire d'Espaces Naturels de Normandie
DE2207I_2TE	TRANSITION ECOLOGIQUE – Convention de prêt à titre gracieux d'une borne sonore Chants de batraciens du Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Cotentin
DE2210I_1SP	SPORTS – Fonds de concours pour le remplacement de l'éclairage du stade Claude DUPONT
DE2210I_2SP	SPORTS – Fonds de concours pour le remplacement de l'éclairage du stade Louis SIMON
DE2210I_3SP	SPORTS – Fonds de concours pour le remplacement de l'éclairage du gymnase Christian Gand
DE2210I_1M	MARCHES PUBLICS – Contrat de location d'un véhicule frigorifique pour le service de restauration municipale
DE2210I_2M	MARCHES PUBLICS – Contrat de maîtrise d'œuvre relatif à la réalisation d'un parc jardin sente des Rivières – Modification n°1
DE2210I_3M	MARCHES PUBLICS – Accords-cadres à bons de commande d'acquisitions de matériels informatiques et licences informatiques
DE2210I_4M	MARCHES PUBLICS – Travaux de réfection des sanitaires écoles Jules Ferry et Victor Hugo – lot n°1 « Gros œuvre, carrelage et Faïence » – Modification n°2

DE2210I_5M	MARCHES PUBLICS – Travaux de réfection des sanitaires école Jules Ferry – Lot n°4 « Menuiserie intérieure » - Modification n°2
DE2210I_6M	MARCHES PUBLICS – Accord-cadre à bons de commande d’acquisition de balais pour la balayeuse et brosses de désherbage
DE2210I_7M	MARCHES PUBLICS – Accord-cadre à bons de commande de missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
DE2210I_8M	MARCHES PUBLICS – Marché de vidéo protection urbaine
DE2210I_9M	MARCHES PUBLICS – Accords-cadres de location de matériels son, audiovisuel, éclairage et structures scéniques
DE2210I_03FI	FINANCES – Sollicitation Fonds de concours de soutien à l’investissement des communes auprès de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole
ARRETE 2021-660	FINANCES – Utilisation des dépenses imprévues pour reversement taxe foncière Kiabi à la commune d’Harfleur
DE2112I_1F	FINANCES – Modification de la régie de recettes droits d’occupation du domaine public
DE2112I_F03	FINANCES – Emprunt 2021 Budget annexe Eco-quartier
DE2112I_F02	FINANCES – Emprunt 2021 budget principal
DE2207I_01F	FINANCES – Régie de recettes service enfance jeunesse – Extension aux encaissements des recettes liées à la vente des repas scolaire
DE2210I_1ST	SERVICES TECHNIQUES –Maintenance des systèmes de cloches et de paratonnerres de la ville de Montivilliers

République Française



Envoyé en préfecture le
11/07/2022 Reçu en préfecture le
11/07/2022 Affiché le 
ID : 076-217604479-20220706-DE22071_2AGP-AU

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE22071_2AGP

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire sur le fondement de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales ;
- La délibération du conseil municipal du 4 octobre 2021 relative à l'adoption du programme d'opération pour la création d'un parc jardin à la sente des rivières ;
- L'article R 421-20 du code de l'urbanisme.

CONSIDÉRANT :

- Que la municipalité souhaite mettre en valeur la Lézarde et concevoir un lieu de vie et de promenade en créant un espace public d'une superficie d'environ 27 000 m²;
- Que le périmètre foncier du projet de parc jardin est situé en site patrimonial remarquable ;
- Que l'aménagement de ce parc jardin doit faire l'objet d'un permis d'aménager valant permis de construire.

DÉCIDE :

De procéder au dépôt du permis d'aménager valant permis de construire pour l'aménagement du parc jardin de la sente des rivières.

Sans incidence budgétaire

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 11/07/2022
Qualité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE22071_1TE

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La convention de partenariat entre la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels de Normandie (CEN) pour l'année 2022 ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- L'engagement de la Ville de Montivilliers dans la réalisation d'un Atlas de la Biodiversité Communale, visant à mieux connaître et mieux faire connaître la biodiversité du territoire ;
- La thématique « territoire durable » des Journées Européennes du Patrimoine 2022 et le souhait de la Ville de présenter une exposition sur cette thématique au Réfectoire de l'Abbaye ;
- L'exposition « Planète mare : ilots de biodiversité » réalisée par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Normandie autour des photos de François Nimal, et mettant en valeur les mares et leurs habitants, marqueurs du patrimoine paysager et naturel normand.


DÉCIDE :

- De signer une convention de prêt de l'exposition « Planète mare : ilots de biodiversité » avec le Conservatoire d'Espaces Naturels de Normandie (CEN), du 8 au 28 septembre 2022 ;
- D'établir cette convention à titre gratuit au regard de la Convention de partenariat liée entre la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole et le CEN Normandie ;
- De souscrire une assurance clou à clou pour vol, dégradation, rayures ou chocs pendant le montage, la durée de l'exposition, le démontage et le transport.

Sans incidence budgétaire

Fait à Montivilliers
Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

 **DUBOST**
Signé par : Jérôme Dubost
Date : 06/07/2022
Qualité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE22071_2TE

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- L'engagement de la Ville de Montivilliers dans la réalisation d'un Atlas de la Biodiversité Communale, visant à mieux connaître et mieux faire connaître la biodiversité du territoire ;
- L'organisation de l'exposition « Planète mare : ilots de biodiversité » réalisée par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Normandie autour des photos de François Nimal, et mettant en valeur les mares et leurs habitants, marqueurs du patrimoine paysager et naturel normand, au Réfectoire de l'Abbaye en septembre 2022 ;
- La borne sonore issue de l'exposition « La rainette ... un baromètre ?! » créée par le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Cotentin, permettant de créer une ambiance sonore rappelant les mares et leur environnement.

DÉCIDE :

- De signer une convention de prêt de la borne sonore issue de l'exposition « La rainette ... un baromètre ?! » avec le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Cotentin, du 31 août au 28 septembre 2022 ;
- D'établir exceptionnellement cette convention à titre gratuit ;
- De souscrire une assurance clou à clou pour vol, dégradation, rayures ou chocs pendant le montage, la durée de l'exposition, le démontage et le transport.

Sans incidence budgétaire


Fait à Montivilliers
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 02/09/2022
Qualité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 15/09/2022
Reçu en préfecture le 15/09/2022
Affiché le 
ID : 076-217604479-20220913-DE22101_1SP-AU

DÉCISION N° DE22101_1SP

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire - article 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L131-14 et L131-15 du code du sport ;
- La note d'information ;

CONSIDÉRANT :

- *Le souhait de la ville de solliciter le fonds de concours aux équipements sportifs de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole CULHSM concernant les travaux de remplacement de l'éclairage du stade Claude Dupont ;*
- *Que le comité d'examen des demandes de la CULHSM se réunira le 9 novembre 2022 et statuera sur un accord ou non de ladite subvention en fonction des critères d'éligibilité établis par la CULHSM. La convention de versement de ladite subvention sera établie à hauteur de 12 % du coût total du projet comme indiqué dans le tableau ci-dessous ;*

BUDGET H.T.			
Dépenses		Recettes	
Nature des travaux	Montant	Financeurs	Montant
Remplacement de l'éclairage du stade Claude Dupont	49 890,00 €	Ville de Montivilliers	28 936,20 €
		FDC CU équipements sportifs (12% du montant HT éligible)	5 986,80 €
		DETR	0 €
		DSIL (30 %)	14 967 €
		TOTAL	49 890,00 €


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 15/09/2022
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le

SLO

ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE

Envoyé en préfecture le 15/09/2022

Reçu en préfecture le 15/09/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220913-DE22101_18P-AU

DÉCIDE :

-D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter le fonds de concours aux équipements sportifs auprès de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole ;

-D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de versement du fonds de concours aux équipements sportifs de la CULHSM.

Imputation budgétaire

Exercice 2022

Budget principal

Sous fonction et rubriques : 6574

Nature et intitulé : 025

Montant de la dépense : 5 986,80 €

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE22101_2SP

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire - article 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L131-14 et L131-15 du code du sport ;
- La note d'information ;

CONSIDÉRANT :

- *Le souhait de la ville de solliciter le fonds de concours aux équipements sportifs de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole CULHSM concernant les travaux de remplacement de l'éclairage du stade Louis Simon ;*
- *Que le comité d'examen des demandes de la CULHSM se réunira le 9 novembre 2022 et statuera sur un accord ou non de ladite subvention en fonction des critères d'éligibilité établis par la CULHSM. La convention de versement de ladite subvention sera établie à hauteur de 12 % du coût total du projet comme indiqué dans le tableau ci-dessous ;*

BUDGET H.T.			
Dépenses		Recettes	
Nature des travaux	Montant	Financeurs	Montant
Remplacement de l'éclairage du stade Louis Simon	43 193,00 €	Ville de Montivilliers	38 009,84 €
		FDC CU équipements sportifs (12% du montant HT éligible)	5 183,16 €
		DETR	0 €
		DSIL	0 €
		TOTAL	43 193,00 €


 Signé par : Jérôme Dubost
 le : 15/09/2022
 Qualité : Maire

DÉCIDE :


- *D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter le fonds de concours aux équipements sportifs auprès de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole ;*
- *D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de versement du fonds de concours aux équipements sportifs de la CULHSM.*


Imputation budgétaire
Exercice 2022
Budget principal
Sous fonction et rubriques : 6574
Nature et intitulé : 025
Montant de la dépense : 5 183,16 €

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 15/09/2022
 Reçu en préfecture le 15/09/2022
 Affiché le 
 ID : 076-217604479-20220913-DE2210I_3SP-AU

Envoyé en préfecture le 14/10/2022
 Reçu en préfecture le 14/10/2022
 Publié le 
 ID : 076-217604479-20221010-M_DE2210I0_123-DE

DÉCISION N° DE2210I_3SPJérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire - article 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L131-14 et L131-15 du code du sport ;
- La note d'information ;

CONSIDÉRANT :

- *Le souhait de la ville de solliciter le fonds de concours aux équipements sportifs de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole CULHSM concernant les travaux de remplacement de l'éclairage du gymnase Christian Gand ;*

- *Que le comité d'examen des demandes de la CULHSM se réunira le 9 novembre 2022 et statuera sur un accord ou non de ladite subvention en fonction des critères d'éligibilité établis par la CULHSM. La convention de versement de ladite subvention sera établie à hauteur de 12 % du coût total du projet comme indiqué dans le tableau ci-dessous ;*

BUDGET H.T.			
Dépenses		Recettes	
Nature des travaux	Montant	Financeurs	Montant
Remplacement de l'éclairage du gymnase Christian Gand	30 000,00 €	Ville de Montivilliers	17 400,00 €
		FDC CU équipements sportifs (12% du montant HT éligible)	3 600,00 €
		DETR	9 000,00 €
		DSIL	0 €
		TOTAL	30 000,00 €


 Signé par : Jérôme Dubost
 Date : 15/09/2022
 Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le



ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE

Envoyé en préfecture le 15/09/2022

Reçu en préfecture le 15/09/2022

Affiché le



ID : 076-217604479-20220913-DE221013SP-AU

DÉCIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter le fonds de concours aux équipements sportifs auprès de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole ;

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de versement du fonds de concours aux équipements sportifs de la CULHSM.

Imputation budgétaire
Exercice 2022
Budget principal
Sous fonction et rubriques : 6574
Nature et intitulé : 025
Montant de la dépense : 3 600,00 €

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,
Jérôme DUBOST



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2210I_1M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de louer un véhicule frigorifique pour la livraison des repas du service de restauration scolaire ;
- La mise en concurrence organisée 06 mai 2022 ;

DECIDE :

De signer un contrat de location pour un véhicule frigorifique avec hayon d'une durée ferme de 60 mois, à compter du 06 janvier 2023, avec la société :

PETIT FORESTIER LOCATION - 11 route de Tremblay – 93420 VILLEPINTE
(agence du Havre : 8 rue des Artisans – ZA de Coupeauville – 76133
EPOUVILLE),

Le montant de cette location s'élève annuellement à 16.444,80 euros TTC
(montant mensuel de 1.370,40 euros TTC).

D'autoriser le paiement des frais afférents à cette location.

Imputation budgétaire
Exercices 2023 et suivants - Budget Principal
Compte 6135 : locations mobilières
Sous fonction et rubrique 251 : Hébergement et Restauration scolaire

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**


Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le

SLO

ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE


Signé par : Jérôme Dubost

Date : 06/07/2022

Qualité : Maire



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2210I_2M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2194-2 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Le marché de maîtrise d'œuvre concernant la réalisation d'un parc jardin, sente des Rivières signé avec la société ATELIER CEPAGE (18 rue Jean-Marie Poulmarch, BP 21 – 94230 IVRY SUR SEINE) ;
- La nécessité d'assurer la continuité de la mission par le même prestataire,
- La nécessité de prendre en compte des modifications non prévues au marché initial.

DÉCIDE :

- De signer une modification n° 1 avec L'ATELIER CEPAGE concernant les prestations suivantes :

1^{er} point :

La tranche optionnelle 4 était initialement prévue pour la réalisation de l'étude d'impact et la réalisation d'une étude faune flore. Par ordre de service n° 3 du 29 mars 2022, cette tranche optionnelle a fait l'objet d'un affermisement, pour un montant de 12.900 € HT, soit 15.480 € TTC.

Suite à la réception de l'avis de l'autorité environnementale concernant la demande d'examen au cas par cas, préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale, le maître d'œuvre ne devra pas réaliser l'étude d'impact environnementale tandis que l'étude faune flore est en cours de réalisation.

De ce fait, cela représente une **moins-value de 7 400,00 € HT, soit 8 880,00 € TTC.**

2^{ème} point :

Initialement, il n'était pas prévu d'accorder le suivi du chantier à l'équipe de maîtrise d'œuvre. Celle-ci devant uniquement assurer la réalisation des études d'exécution qui ont pour but de permettre la réalisation des ouvrages (plan, calculs, note technique...).

Au regard des aménagements envisagés, il est proposé d'accorder au maître d'œuvre la totalité des missions de suivi de chantier :

- DET (Direction de l'Exécution des Travaux)
- OPC (Ordonnancement Pilotage et Coordination),
- AOR (Assistance pour les Opération des Réception des Ouvrages)

Et de remplacer la mission d'étude d'Exécution (EXE) qui sera quant à elle confiée aux entreprises de travaux, par la mission VISA, ce qui revient à s'assurer que les études d'exécution rendues par les entreprises de travaux soient conformes aux aménagements projetés.

Soit, pour la tranche ferme, la décomposition suivante :

DET	34 919,50 € HT	41 903,40 € TTC
OPC.....	4 081,50 € HT	4 897,80 € TTC
AOR	4 086,49 € HT	4 903,79 € TTC
EXE	- 5 520,51 € HT	- 6 624,61 € TTC
VISA997,70 € HT	1 197,24 € TTC

Soit au total, une **plus-value de 38 564,68€ HT, soit 46 277,62€ TTC.**

Soit pour l'ensemble du marché, une plus-value de 31 164,68 € HT, soit 37 397,62 € TTC.

Aujourd'hui, le montant global de la mission affermie s'élève à 102 980,47 € HT. Ce montant passe à 134 145,15€ HT, soit 160 974,18 € TTC.

Imputation budgétaire
Exercice 2022 – Budget Principal
Compte 2031 – Frais d'études
Fonction 823 – Espaces verts urbains
Opération 10012 – Terrain Ternon – Sente des Rivières

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 20/07/2022
Qualité : Maire



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2210I_3M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité d'acquérir des matériels informatiques et des licences informatiques pour les services municipaux de la Ville ;
- La consultation publique organisée le 10 mai 2022

DECIDE :

De signer des accords-cadres à marchés subséquents multi-attributaires pour l'acquisition de matériels informatiques (lot n°1) et de licences informatiques reconditionnées (lot n°2), avec les sociétés suivantes :

Lot n°1 : matériels informatiques :

Société MEDIACOM SYSTEME DISTRIBUTION : Technopôle Château Gombert - BP 100 - 13013 MARSEILLE

Société KOESIO Corporate : 56 Rue Paul Claudel – 87000 LIMOGES

Société MAKESOFT : 2 Chemin de Barateau – 33450 SAINT LOUBES

Le montant maximum annuel de commandes est fixé à 83.000 euros HT et sera identique durant la période de reconduction.

Lot n°2 : Licences informatiques reconditionnées :

TALLEN SI : ZA du Polen – Route de Montville – 76170 ESLETTES

Société MEDIACOM SYSTEME DISTRIBUTION : Technopôle Château Gombert - BP 100 - 13013 MARSEILLE

Société KOESIO Corporate : 56 Rue Paul Claudel – 87000 LIMOGES

Le montant maximum annuel de commandes est fixé à 7.000 euros HT et sera identique durant la période de reconduction.

Les accords-cadres sont signés pour une durée d'un an, à compter de la date de notification, renouvelable tacitement pour une seconde période d'un an. Sa durée totale ne pourra excéder 2 ans.

D'autoriser le paiement des frais afférents à ces acquisitions.

Imputations budgétaires

Exercices 2022 et suivants - Budget Principal

Compte 2183 : toutes fonctions selon les besoins
(Matériel de bureau et matériel informatique)

Compte 2051 : toutes fonctions selon les besoins
(Logiciels/licences – concessions et droits similaires)

Compte 60632 : toutes fonctions selon les besoins
(Fourniture de petits équipements)

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**



Signé par : Jérôme Dubost

Date : 04/08/2022

Qualité : Maire



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2210I_4M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Le marché de travaux de réfection des sanitaires des écoles J. Ferry et V. Hugo à Montivilliers, lot n° 1 « gros œuvre, carrelage et faïence », signé avec l'entreprise PH SERVICES (20/22 rue Raoul Dufy – 76290 MONTIVILLIERS) ;
- La nécessité de prendre en compte des prestations supplémentaires non prévues au marché.

DÉCIDE :

- De signer une modification n° 2 avec l'entreprise PH SERVICES concernant les prestations suivantes :

Ecole Victor Hugo – sanitaires côté garçons :

- Dépose de la dalle existante,
- Reprise de la fondation,
- Fourniture et mise en œuvre d'une dalle armée,
- Fourniture et mise en œuvre d'un ragréage en lieu et place de la chape
- Fourniture et mise en œuvre d'un tuyau PVC pour la réalisation et le raccordement du réseau des eaux usées

Cette modification représente une plus-value de 6 319 € soit 7 582.80 € TTC.

De ce fait, le montant du marché qui était initialement de 26 776.00 € HT soit 32 131.20 € TTC, passé à 55 625.00 € HT soit 66 750 € TTC suite à l'affermissement de la tranche optionnelle, puis modifié par un précédent avenant n° 1 à 61 360.00 € HT soit 73 632 € TTC, passe aujourd'hui à **67 679.00 € HT, soit 81 214.80 € TTC.**

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le

SLO

ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE

Imputation budgétaire
Exercice 2022 – Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 212
Nature et intitulé : 2135 (aménagement des constructions)

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST



Signé par : Jérôme Dubost

Date : 05/08/2022

Qualité : Maire



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2210I_5M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article R.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- Le marché de travaux de réfection des sanitaires des écoles J. Ferry et V. Hugo à Montivilliers, lot n° 4 « menuiserie intérieure », signé avec l'entreprise AMBP (11 Espace ACTIVA – 373 rue Eugène Freyssinet – 76290 ST MARTIN DU MANOIR) ;
- La nécessité de prendre en compte des prestations supplémentaires non prévues au marché.

DÉCIDE :

- De signer une modification n° 2 avec l'entreprise AMBP concernant les prestations suivantes :
 - **Ecole Jules Ferry – sanitaires bloc Est :**
 - Suppression de la structure et des parements abimés,
 - Fourniture et pose d'un doublage isolé sur les murs extérieurs des sanitaires ainsi que sur les murs intérieurs entre les sanitaires Garçons et Filles

Cette modification représente une plus-value de 5.539,60 € soit 6.647,52 € TTC.

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le

SLO

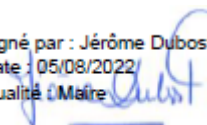
ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE

De ce fait, le montant du marché qui était initialement de 13 788.00 € HT soit 16 545.60 € TTC, passé à 24 754.50 HT – 29 705.40 € TTC suite à l'affectation de la tranche optionnelle, puis modifié par un précédent avenant n° 1 à 26 839.50 € HT – 32 207.40 € TTC, passe aujourd'hui à **34 464.10 € HT, soit 41 356.92 € TTC.**

Imputation budgétaire
Exercice 2022 – Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 212
Nature et intitulé : 2135 (aménagement des constructions)

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 05/08/2022
Qualité : Maire





DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2210I_6M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité d'acquérir des balais pour balayeuse et des brosses de désherbage pour les services municipaux de la Ville ;
- La consultation publique organisée le 1^{er} juillet 2022

DECIDE :

De signer un accord-cadre à bons de commande avec la Brosserie Lecler Noël - ZI rue des Potiers – 76440 FORGES LES EAUX.

Les commandes sont fixées annuellement de la manière suivante :

- Maximum annuel HT : 20 000 euros

L'accord-cadre prendra effet à partir de sa date de notification et ce pour une durée d'un an, renouvelable tacitement chaque année. Sa durée totale ne pourra excéder 4 ans.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cet accord cadre.

Imputation budgétaire
Exercices 2022 et suivants - Budget Principal
Compte : 61558 (entretien autres biens mobiliers)
Fonction : 822 Voirie communale et routes

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

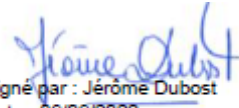
Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le

SLO

ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE

**Le Maire,
Jérôme DUBOST**



Signé par : Jérôme Dubost

Date : 09/09/2022

Qualité : Maire



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2210I_7M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de réaliser des missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé à Montivilliers, pour toutes opérations de catégorie 1, 2 et 3 ;
- La consultation publique organisée le 1^{er} juillet 2022

DECIDE :

De signer un accord-cadre à bons de commande pour la réalisation de ces missions avec la société CEFTEC – 462 Allée de Castiglione – 76360 BARENTIN

Les commandes sont fixées annuellement de la manière suivante :

- maximum annuel HT : 20 000 euros

L'accord-cadre prendra effet à partir de sa date de notification et ce pour une durée d'un an, renouvelable tacitement chaque année.
Sa durée totale ne pourra excéder 4 ans.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cet accord cadre.

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le

SLO

ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE

Imputation budgétaire
Exercices 2022 et suivants - Budget Principal
Compte : 2031 (Frais d'études) – toutes fonctions selon les besoins

Le Maire,
Jérôme DUBOST



Signé par : Jérôme Dubost

Date : 09/09/2022

Qualité : Maire



Envoyé en préfecture le 27/09/2022
Reçu en préfecture le 27/09/2022
Affiché le 
ID : 076-217604479-20220916-DE22101_8M-AR

DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2210I_8M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de réaliser des travaux de sécurisation, adaptation et extension du réseau de vidéo-protection urbaine sur la Ville de Montivilliers ;
- La consultation publique organisée 23 mai 2022

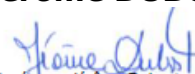
DECIDE :

De signer un marché avec la société NGE CONNECT – 133 boulevard de Gravelle -76600 LE HAVRE, pour les travaux de sécurisation, adaptation et extension du réseau de vidéo-protection urbaine.
Les travaux s'élèvent à un montant de 62 648.30 € HT soit 75 177.96 € TTC.

D'autoriser le paiement des frais afférents à ce marché.

Imputation budgétaire
Exercice 2022 - Budget Principal
Compte : 2135 (installations générales)
Fonction : 112 (police municipale)
Opération : 10112

Le Maire,
Jérôme DUBOST


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 22/09/2022
Qualité : Maire



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2210I_9M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de louer du matériel son, audiovisuel, éclairage et structures scéniques nécessaires au bon fonctionnement des manifestations culturelles, sportives, festives et évènementielles de la Ville de Montivilliers ;
- La consultation publique organisée le 24 mai 2022 ;

DECIDE :

De signer des accords-cadres à bons de commande mono attributaire pour la location de matériels de sonorisation, audiovisuel (lot n°1), de matériels d'éclairage (lot 2) et de structures scéniques (lot 3), avec les sociétés suivantes :

Lot n°1 : Matériels de sonorisation, audiovisuel :

Société ATECH : 141 rue de l'Ormelet – 14790 MOUEN

Le montant maximum annuel de commandes est fixé à 35.000 euros HT et sera identique durant les périodes de reconduction.

Lot n°2 : Matériels d'éclairage :

Société ATL : 141 rue de l'Ormelet – 14790 MOUEN

Le montant maximum annuel de commandes est fixé à 8.000 euros HT et sera identique durant les périodes de reconduction.

Lot n°3 : Structures scéniques :

Société ATL : 141 rue de l'Ormelet – 14790 MOUEN

Le montant maximum annuel de commandes est fixé à 9.500 euros HT et sera identique durant les périodes de reconduction.

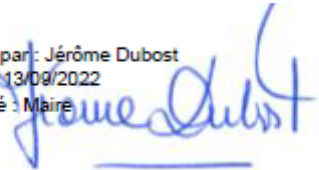
Les accords-cadres sont signés pour une durée d'un an, à compter de la date de notification, renouvelable tacitement 3 fois. La durée totale ne pourra excéder 4 ans. **D'autoriser** le paiement des frais afférents à ces locations.

Imputations budgétaires
Exercices 2022 et suivants - Budget Principal

Compte 6135 – 33
(Locations – action culturelle)

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 13/09/2022
Qualité : Maire



Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le

SLO

ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE

Envoyé en préfecture le 02/07/2022

Reçu en préfecture le 02/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20220627-DE22101_03F-AR

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE22101_03FI

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole en date du 12 février 2021 attribuant un fonds de concours à l'investissement de 20M€ afin de soutenir les 54 communes membres dans leur politique d'investissement et la politique économique du territoire de l'agglomération havraise ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Le budget primitif de l'exercice 2022 ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de solliciter l'attribution et le versement du fonds de concours de soutien à l'investissement des communes afin d'accompagner la Ville de Montivilliers dans la réalisation des investissements suivants pour 2021 à hauteur 804 248,68 € :

Libellé opération	Montant total des investissements HT	Montant du Fonds De Concours sollicité	Dont montant FDC amortissable (13151)
Acquisition de logiciels et matériel informatique	93 846,00 €	46 923,00 €	39 673,00 €
Réalisation de tranchées pour l'adduction d'une fibre	58 993,00 €	29 496,50 €	
Acquisition de véhicules et de vélos	115 225,95 €	57 612,98 €	57 612,98 €
Acquisition de matériel pour les services techniques	143 075,80 €	71 537,90 €	71 537,90 €


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 02/07/2022
Qualité : Maire

Acquisition de matériel pour la cuisine centrale	33 551,25 €	16 775,63 €	16 775,63 €
Rénovation et renouvellement de l'éclairage public	85 828,00 €	42 914,00 €	
Réserve incendie - Création de deux point d'eau	41 666,67 €	20 833,34 €	
Création d'un cheminement piéton et terrassement parking	24 896,25 €	12 448,13 €	
Travaux divers	28 391,95 €	14 195,98 €	
Travaux sur bâtiments	178 773,81 €	89 386,91 €	
Total	804 248,68 €	402 124,34 €	185 599,50 €

- DÉCIDE :

De solliciter la mobilisation du fonds de concours de soutien à l'investissement des communes 2021-2026 pour la réalisation des investissements listés ci-dessus

D'autoriser le Maire à signer les conventions attribuant un fonds de concours pour lesdites opérations

D'autoriser le Maire à signer toute pièce relative à la demande de fonds de concours intercommunal auprès de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole.

Imputations budgétaires
 Exercice 2022 - Budget Principal
 Sous-fonction et rubriques : 01

Nature et intitulé :

13251 (Subventions d'investissement rattachées aux actifs non amortissables – GFP de rattachement)
 Montant de la recette : 216 524,84 €

Nature et intitulé :

13151 (Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables – GFP de rattachement)
 Montant de la recette : 185 599,50 €

Fait à Montivilliers, le
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST



ARRETE N° 2021-660

Monsieur Jérôme DUBOST, Maire de la Commune de Montivilliers,

VU le budget primitif du budget principal 2021 ;

VU les dispositions des articles L.2322-1 et L.2322-2 du code général des collectivités territoriales concernant la procédure des dépenses imprévues ;

ARRETE

Article 1 : Dans le cadre de cette fin d'exercice, il est nécessaire :

- d'appliquer la convention avec la Ville d'Harfleur concernant le reversement du foncier du magasin KIABI se trouvant dans la ZA de la Lézarde pour l'exercice 2020 et 2021 .
- d'ajuster les crédits liés à l'opération 1021 - Gros travaux Ecole

Article 2 : Ces montants à payer n'ont pas été prévus au budget primitif 2021, ainsi il faut utiliser la procédure des dépenses imprévues afin d'honorer les dépenses pour un total à hauteur de 80 000 € en fonctionnement et 20 000 € en investissement.

Article 3 : Un virement de crédits a donc été fait comme suit :

En fonctionnement :

022 - 01 - 112FI « Dépenses imprévues » : - 80 000,00 €

657341 - 01 - 112FI « Subvention - Communes membres du GFP » : + 80 000,00 €

En investissement :

020 - 01 - 112FI « Dépenses imprévues » : - 20 000,00 €

2135 - 211 - 102SM - Opération 1021 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions » : + 20 000,00 €

Article 4 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Montivilliers, le 08/12/2021

Jérôme DUBOST,
Maire de Montivilliers

révisé par : Jérôme Dubost
le : 17/12/2021
fonction : Maire



DECISION N° DE2112I _1F

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1611-6, R.1611-2 à R.1611-5, R.1617-1 à R.1617-18, relatif à la création de régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La délibération du 19 mai 1983 portant création de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'occupation du domaine public et pour la délivrance des documents cadastraux ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- La délibération du 26 mai 2020 portant sur la délégation du Conseil Municipal au Maire pour la création et modification de régies de recettes et d'avances ;

DECIDE

De modifier l'article comme suit :

Article 2 : Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de paiement suivants :

- Numéraire
- Chèques bancaires, postaux

Pour l'encaissement des chèques, un compte DFT doit être institué.

Pour information, l'ensemble des articles de la régie est repris en annexe.

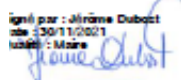
Ampliation de la présente décision sera :


- Remise au régisseur titulaire
- Transmise à Monsieur le Préfet
- Transmise à Monsieur le Trésorier principal de Montivilliers

Fait à Montivilliers, le 24 novembre 2021.

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
date : 30/11/2021
qualité : Maire


Envoyé en préfecture le 14/10/2022
Reçu en préfecture le 14/10/2022
Publié le 
ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE

Envoyé en préfecture le 30/11/2021
Reçu en préfecture le 30/11/2021
Affiché le 
ID : 076-217604479-20211125-DE2112I_1F-AI

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2112I_F03

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- L'article L.2122-22 al 3° du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Budget Annexe 2021 : Eco-Quartier « Les Jardins de la Ville » ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La consultation auprès de sept établissements bancaires ;
- L'analyse des offres des quatre établissements bancaires ayant répondu à la consultation ;
- L'offre du Crédit Mutuel ;

DÉCIDE :

- DE RETENIR ; la proposition de finance réalisé par le Crédit Mutuel
- DE CONTRACTER ; auprès du Crédit Mutuel un Emprunt selon les caractéristiques suivantes :
 - o Objet du contrat de prêts : Financement 2021 du Budget annexe Eco-Quartier
 - o Montant du contrat de prêt : 2 530 000,00 €
 - o Durée du contrat de prêt : 15 ans
 - o Taux d'intérêt annuel : taux fixe à 0.65 %
 - o Base de calcul des intérêts : 365/365 jours
 - o Disponibilité des fonds : dès la signature du contrat, soit en totalité, soit par fractions et au plus tard le 31/03/2022
 - o Frais de dossier : 0,10 % du montant autorisé au déblocage des fonds
 - o Mode d'amortissement : constant en capital
 - o Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle
 - o Remboursement anticipé : sans préavis et à tout moment avec

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le

SLO

ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE

Envoyé en préfecture le 30/11/2021

Reçu en préfecture le 30/11/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20211130-DE21121_F03-AI

paiement d'une indemnité de 5% du montant
anticipation

- D'AUTORISER ; le maire à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec le Crédit Mutuel.

Imputation budgétaire

Exercice 2021 - Budget Annexe Eco Quartier « Les Jardins de la Ville »

Recettes

Sous-fonction et rubriques : 01

Nature et intitulé : 1641 – Emprunt en euros

Fait à Montivilliers, le 30 novembre 2021

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 30/11/2021
Qualité : Maire



République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE21121_F02

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article L.2122-22 al 3° du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Budget principal 2021
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La consultation auprès de sept établissements bancaires ;
- L'analyse des offres des quatre établissements bancaires ayant répondu à la consultation
- L'offre de la Banque Postale « Offre Ferme de Financement n°1 »

DÉCIDE :

- DE RETENIR ; la proposition de finance réalisé par la Banque Postale
- DE CONTRACTER ; auprès de la Banque Postale un Emprunt selon les caractéristiques suivantes :
 - o Score Gissler : 1A
 - o Montant du contrat de prêt : 570 000,00 €
 - o Durée du contrat de prêt : 15 ans
 - o Objet du contrat de prêts : Financer les investissements

Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/02/2037

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

- o Montant : 570 000,00 €
- o Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 12/01/2022, en une fois avec versement automatique à cette date
- o Taux d'intérêt annuel : taux fixe à 0.65 %

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le

ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE

Envoyé en préfecture le 30/11/2021

Reçu en préfecture le 30/11/2021

Affiché le

ID : 076-217604479-20211130-DE2112L_02F-AI

- Echéances d'amortissement et d'intérêts : par périodicité trimestrielle
- Mode d'amortissement : constant
- Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

Commission

- Commission d'engagement : 0,05 % du montant du contrat de prêt
- D'AUTORISER ; le maire à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Banque Postale.

Imputation budgétaire
Exercice 2021 - Budget Principal
Recettes
Sous-fonction et rubriques : 01
Nature et intitulé : 1641 – Emprunt en euros

Fait à Montivilliers, le 30 novembre 2021

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DIROST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 30/11/2021
Qualité : Maire



République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE22071_01FI

Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,

VU,

- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1611-6, R.1611-2 à R.1611-5, R.1617-1 à R.1617-18, relatif à la création de régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu la décision DE1812IN1-4F portant création d'une régie de recettes enfance jeunesse pour l'encaissement des activités de loisirs et des actions périscolaires organisées par le service éducation jeunesse
- La délibération du 26 mai 2020 portant sur la délégation du Conseil Municipal au Maire pour la création et modification de régies de recettes et d'avances ;
- Vu l'avis conforme du responsable du service de Gestion Comptable (SGC) d'Harfleur en date du 14 juin 2022

CONSIDÉRANT :

- Que la régie enfance jeunesse doit être étendue aux encaissements du prix des repas servis dans les restaurants scolaires de la Ville à compter du 1^{er} septembre 2022
- La suppression de l'encaissement en numéraire à compter du 1^{er} septembre 2022
- La nécessité de la mise à jour des décisions DE1812IN1-4F et DE1912IN1-2F par la substitution qui suit

DÉCIDE :

Article 1^{er} : il est institué une régie de recettes enfance jeunesse pour l'encaissement des activités de loisirs, des actions périscolaires et de la restauration scolaire à compter du 1^{er} septembre 2022

Article 2 : cette régie reste installée à la mairie de Montivilliers – Service éducation jeunesse – 29 rue Oscar Germain 76290 MONTIVILLIERS

Article 3 : les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de paiements suivants :


Signé par : Jérôme Dubost
Date : 23/06/2022
Fonction : Maire

Envoyé en préfecture le 14/10/2022

Reçu en préfecture le 14/10/2022

Publié le



ID : 076-217604479-20221010-M_DE221010_123-DE

Envoyé en préfecture le 23/06/2022

Reçu en préfecture le 23/06/2022

Affiché le



ID : 076-217604479-20220610-DE22071_01FI-AI

- Chèques
- Carte bancaire
- Prélèvement automatique
- Paiement en ligne : PAYFIP CB
- Chèques Emploi Services Universels (CESU)
- Bons CAF
- Chèques vacances ANCV

Elles sont perçues contre remise à l'utilisateur d'une quittance informatique.

Article 4 : Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public est ouvert au nom de la régie.

Article 5 : le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 60 000 €.

Article 6 : le régisseur et les mandataires suppléants seront désignés par le Maire sur avis conforme du comptable public assignataire.

Article 7 : le régisseur est astreint au cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur. Il pourra demander son affiliation auprès de l'AFCM. Il percevra une indemnité de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : les mandataires suppléants, étant donné la courte durée de leurs fonctions, ne sont pas astreints à un cautionnement. Ils ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

Article 9 : le régisseur doit verser la totalité des recettes encaissées au moins une fois par mois.

Article 10 : le régisseur doit produire au Maire la totalité des pièces justificatives de recettes au moins une fois par mois.

Article 11 : le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Montivilliers, le 10 juin 2022
Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,
Jérôme DUBOST

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2210I_1ST

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de prévoir la maintenance des systèmes de cloches et paratonnerres de la Ville de Montivilliers ;
- La consultation lancée en juin 2022

DÉCIDE :

De signer un contrat avec l'entreprise BODET concernant la maintenance des systèmes de cloches et paratonnerres. Le montant s'élève à 324.00€ HT soit 388.80€ TTC.

Le contrat est signé pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} septembre 2022 et renouvelable 3 fois tacitement, sans toutefois pouvoir excéder 4 ans.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cette prestation.

Imputation budgétaire
Exercice 2022 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 322 ABBATI
Nature et intitulé : 6156 Autres Contrats

Fait à Montivilliers, le 5 septembre 2022
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST